



Elections à l'INRAE

Au Conseil d'Administration comme dans les départements, **DEFENDEZ-VOUS, VOTEZ CGT !**

Les élections à l'INRAE se dérouleront du 3 au 10 octobre, par voie électronique. A cette occasion les représentants du personnel dans plusieurs instances de l'Institut seront désignés, au premier rang desquelles le Conseil d'Administration de l'Institut. Sont également concernés les conseils des départements de recherche et de la DCSDAR.

Après avoir volé le résultat des élections législatives de juin dernier en refusant de nommer une 1^{ère} ministre porteuse du programme du Nouveau Front Populaire, formation pourtant arrivée en tête des élections, Emmanuel Macron a choisi de désigner Michel Barnier, issu du parti arrivé dernier aux élections, pour jouer le rôle de pont entre la macronie et le Rassemblement National.

Michel Barnier vient de nommer son gouvernement, le plus droitier et le plus réactionnaire de la V^{ème} République. **La composition de ce gouvernement promet une totale continuité avec la politique ultralibérale et antisociale menée jusque-là par Emmanuel Macron, sur les retraites, les salaires, les services publics et laisse augurer des mesures réactionnaires accrues à l'encontre des étrangers et de toutes les minorités.** Les ministres de l'Enseignement Supérieur et la Recherche, de l'Agriculture et de la Fonction Publique font tous trois partie de ce courant de droite extrême.

En votant pour les candidat·es de la CGT, ces élections sont pour les agent·es de l'INRAE une occasion d'envoyer un message clair au gouvernement qui se met en place, pour refuser la désintégration des services publics, revendiquer un service public national de recherche fort et indépendant, et défendre les conditions de travail de tous ses personnels, titulaires comme contractuel·les. Vos élu·es CGT résisteront au « chacun pour soi » et à l'individualisation des droits et des rémunérations, qui ne peut que détruire les collectifs de recherche.

Les premiers éléments budgétaires connus pour 2025 montrent une volonté d'amplifier la cure d'austérité dans la recherche publique. D'ores et déjà, il est prévu d'amputer le budget du Ministère de la recherche d'un milliard en euros constants, soit 3% de baisse par rapport à 2024. **Pour l'INRAE, les engagements pris par l'Etat en 2022 d'une stabilisation des effectifs de titulaires n'ont pas été tenus :** baisse du nombre de titulaires, accompagnée d'une montée du nombre de contractuel·les, représentant actuellement 25 % des effectifs. Au niveau national, la part du PIB consacrée à la recherche, déjà bien en deçà du minimum nécessaire, est largement détournée vers les aides aux entreprises. La délétère loi de programmation de la recherche (LPR) de 2020, loin de répondre aux besoins budgétaires pérennes nécessaires aux enjeux de recherche de notre institut, à des améliorations salariales et au renouvellement des personnels permanents, précarise les emplois et les budgets.

En renforçant les moyens de l'ANR et de la recherche sur appels à projet, la LPR aggrave la compétition et la mise en concurrence à tous les niveaux, multiplie les tâches administratives et de gestion, principalement remplies par du personnel précaire, dégrade les conditions de travail de tous sans apporter les moyens pour une recherche fondamentale et appliquée de long terme reconnue internationalement. **L'installation, cette année, de l'agence de programme Agrilife au sein de l'Institut ajoute une couche de bureaucratie** et tourne le dos à une politique de coopération souple et dynamique entre organismes de recherche. Le maintien de l'« Acte II de l'autonomie des Universités » amènerait aussi à placer les organismes de recherche sous la tutelle d'universités « chefs de file ».

Au sein de l'INRAE, les rares projets d'agroécologie à même de répondre aux besoins de la population sont notoirement insuffisants, contrairement à ceux menés au seul motif de contribuer à la compétition économique.

Les recherches de l'INRAE en agriculture, alimentation, forêt et écosystèmes et la recherche de solutions pour prévenir les risques causés par le changement climatique doivent être financées par et pour le public et leur indépendance doit être préservée des exigences des grands groupes capitalistes et de leur recherche du maximum de profit dans un minimum de temps.

Pour cela, il convient de réinvestir dans le service public de la recherche scientifique publique !

Durant le mandat écoulé, vos élu·es CGT au Conseil d'Administration de l'INRAE ont porté vos revendications et combattu les orientations conduisant à la privatisation des résultats de la recherche publique, à la précarisation des personnels et à des rémunérations insuffisantes et de plus en plus individualisées. Ils se sont battus pour désamorcer la

mise en place du « tout primes individualisées » et des promotions au « mérite », et ont prôné une augmentation générale des salaires. Ils ont relayé vos actions pour la défense de l'outil expérimental et les programmes de recherche originaux, pour l'indépendance de la recherche publique. **C'est avec la même conviction et la même pugnacité que vos futur-es élu-es CGT poursuivront ces combats au service d'un INRAE 100 % public, national, au service de tous-tes les citoyen-n-es.**

En votant CGT, vous affirmerez, tant auprès de la Direction Générale que du Gouvernement, vouloir :

- Garantir l'indépendance des orientations scientifiques de l'INRAE et défendre des recherches fondées et menées dans l'intérêt de tous-tes
- Contraindre les relations de partenariat avec le privé par le critère du strict intérêt des populations
- Défendre le statut de fonctionnaire titulaire
- Défendre une stratégie nationale de recherches élaborées et mises en œuvre par des fonctionnaires titulaires d'État, indépendants des lobbies parce que protégés par leur statut
- Défendre l'importance au sein de l'INRAE des programmes de recherche fondamentale
- Exiger le maintien sur tout le territoire d'implantations aux compétences spécifiques variées
- Soutenir toutes les unités expérimentales, de service, de recherche, administratives et autres infrastructures, par le maintien et le renforcement de tous les financements récurrents, et le recrutement de titulaires en nombre, et donc au-delà des seuls remplacements des départs
- Vous opposer à l'éclatement de l'INRAE en pôles régionaux sous tutelle des universités

Voter CGT, c'est aussi exiger un soutien de base suffisant pour garantir l'indépendance des unités, et empêcher que le mode « projet compétitif » ne demeure le modèle prépondérant de gestion de la science. Voter CGT, c'est exiger une dotation minimale par agent de 20 000 euros/an, permettant de faire du soutien de base le financement majeur de nos recherches, nécessaire pour l'indépendance et l'originalité de celles-ci sur le long terme, comme pour de meilleures conditions de travail.

Voter CGT, c'est aussi exiger la revalorisation des salaires, l'arrêt de l'individualisation des rémunérations, et donc des mesures pour :

- Augmenter les salaires pour tous-tes les agent-es, de 10 % immédiatement, et un rattrapage progressif des importantes pertes de salaire subies depuis 2010, condition absolument nécessaire de toute politique d'attractivité
- Refondre les grilles de salaires, basées sur les qualifications et avec de vraies carrières pour tous-tes
- Revaloriser les points de sujétion
- Garantir l'égalité salariale à chaque niveau de qualification, et supprimer toute forme d'individualisation par la « fonction » ou le « mérite »

Votez CGT pour des recrutements en masse et l'arrêt d'une précarisation galopante, et donc :

- Planifier la titularisation massive des précaires sur fonctions pérennes, quelle que soit leur catégorie
- Organiser un plan pluriannuel de recrutements dans toutes les catégories à la hauteur des besoins

La CGT revendique aussi le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, avec une pension à taux plein calculée sur la base de l'indice détenu dans les 6 derniers mois d'activité, après 37,5 années de cotisation.

**Du 3 au 10 octobre, votez, faites voter
pour les candidat-es CGT aux élections de l'INRAE**



Et syndiquez-vous !

**Ensemble, nous pouvons faire entendre nos voix et
défendre nos conditions de travail [Nous contacter](#)**